

**SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'AMENAGEMENT
DU BASSIN VERSANT DES ETANGS DU LITTORAL GIRONDAIS
(S.I.A.E.B.V.E.L.G)**

Envoyé en préfecture le 08/06/2021
Reçu en préfecture le 08/06/2021
Envoyé en préfecture le 11/03/2021
Affiché le 11/03/2021
ID : 033-200070720-20210527-D27052021087BIS-DE
ID : 033-253302806-20210304-20210304D1-DE

2A rue de la Poste – 33121 CARCANS - Tél : 05.57.70.10.57

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU COMITE SYNDICAL
DU 4 mars – 15h**

L'an 2021, le 4 mars, à 15 heures, le Comité Syndical, légalement convoqué le 25 février 2021, s'est réuni en session ordinaire, sous la Présidence de Monsieur Laurent PEYRONDET, Président.

Présents :

Pascal ABIVEN (pouvoir de Patrick MEIFFREN), Jean-Claude PEINTRE, Laurent PEYRONDET (pouvoir de Lionel MONTILLAUD), Alain BERTRAND, Gérard GLAENTZLIN, Catherine GUILLERM (pouvoir de Xavier DANAY), Brigitte BELPECHE, Denis CHAUSSONNET, Renaud CHEIN, Hervé DURAND, Didier CHAUTARD, Jérôme PRIETO, Jean-Jacques MAURIN, Aurélie ORNON

Excusés :

Patrick MEIFFREN, Serge CAPDEVIELLE, Xavier DANAY, Sylvie LALOUBERE, Jean-Marie FERON, Jean-Michel AMOUROUX, Sophie BRANA, Didier DEYRES, Lionel MONTILLAUD, Laurence HEDOUX, Denis LAPEYRE,

Secrétaire de séance :

Catherine GUILLERM

OBJET : MODIFICATION DES STATUTS

Monsieur Le Président explique que les statuts du syndicat ont été modifiés en 2018 pour intégrer la compétence « Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations » (GEMAPI). Les transferts de cette compétence n'ont pas été réalisés de la même manière sur toutes les collectivités adhérentes du syndicat. Aussi, la Sous-Préfecture de Lesparre a sollicité le SIAEBVELG pour régulariser cette situation en transformant le syndicat mixte en syndicat mixte à la carte.

Monsieur Peyrondet propose donc une modification des statuts du SIAEBVELG tels que joints en annexe de la délibération.

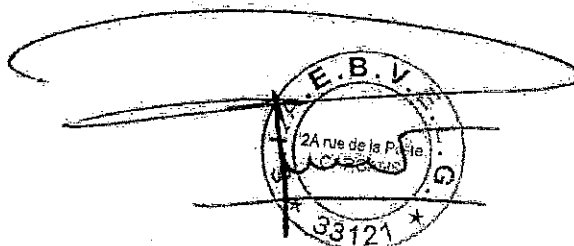
Le conseil syndical, à l'unanimité,

DÉCIDE

- D'approuver la modification des statuts du SIAEBVELG tels que figurant dans le projet annexé à la présente délibération ;
- D'habiliter le Président du SIAEBVELG à notifier la présente délibération à ses membres et à inviter chacun des organes délibérants à approuver la modification des statuts, sur la base de délibérations concordantes ;
- De demander à Madame La Préfète de la Gironde d'autoriser par arrêté la modification des statuts syndicaux.

La modification statutaire est soumise à délibération des organes délibérants des collectivités membres qui disposent d'un délai de 3 mois pour approuver la modification.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus. Le Président, L. Peyrondet



Syndicat Intercommunal d'Aménagement des Eaux du Bassin Versant des Etangs du Littoral Girondin S.I.A.E.B.V.E.L.G.

Proposition de modification des statuts pour devenir syndicat mixte à la carte

Chapitre 1 : Constitution – objet – siège social - durée

Article 1 Constitution et dénomination

Conformément aux articles L.5711-1 du code Général des collectivités Territoriales et suivants et aux dispositions auxquelles ils renvoient, et sous réserve des dispositions des présents statuts, il est constitué, par accord entre les personnes morales de droit public concernées, un syndicat mixte fermé dénommé : Syndicat Intercommunal d'Aménagement des Eaux du Bassin Versant des Etangs du Littoral Girondin, S.I.A.E.B.V.E.L.G.

En sa qualité de syndicat mixte à la carte, son fonctionnement est régi par l'article L. 5212-16 du code Général des collectivités Territoriales.

Adhèrent à ce Syndicat mixte en tant que membres disposant du pouvoir délibérant :

- la Communauté de communes Médoc Atlantique pour tout ou partie des communes de Carcans, Hourtin et Lacanau.
- La Communauté de communes Médulienne pour tout ou partie des communes de Brach, Le Porge, Le Temple, Salaunes, Saumos et Sainte-Hélène.
- La Communauté de communes Médoc Cœur de Presqu'île pour tout ou partie de la commune de Saint-Laurent-Médoc.
- La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord pour tout ou partie des communes de Arès, Lanton et Lège Cap-Ferret.
- Les communes de Arès, Lanton et Lège Cap-Ferret.

Article 2 Objet et compétences

Articles 2.1 Compétences obligatoires

Le syndicat exerce en lieu et place de ses membres la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations prévue par la loi de « modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles » du 27 janvier 2014.

En application de l'article L. 211-7 du code de l'environnement, le SIAEBVELG est habilité à utiliser les articles L. 151-36 à L. 151-40 du code rural et de la pêche maritime pour entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou

installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, dans le cadre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux des Lacs Médocains, et visant :

- 1° L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- 2° L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;
- 5° La défense contre les inondations et contre la mer ;
- 8° La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines

Le SIAEBVELG aura la faculté de conclure, avec des membres ou des tiers non membres, collectivités territoriales, établissements publics de coopération intercommunale, syndicats mixtes ou autres, pour les motifs d'intérêt public local et à titre de complément du service assuré à titre principal pour les membres, des conventions ou autres dispositifs légaux, et ce dans les conditions requises par la loi et la jurisprudence.

Les compétences du SIAEBVELG n'exonèrent en rien les responsabilités des différents acteurs pouvant intervenir dans ces différents domaines au titre du droit existant, et notamment les riverains en vertu de leur statut de propriétaire (code de l'environnement = c.env. art. L. 215-14), le préfet en vertu de son pouvoir de police des cours d'eau non domaniaux (c.env. art. L. 215-7), et le Maire au titre de son pouvoir de police administrative générale (C.G.C.T, art. L. 2122-2 5°).

Articles 2.2 Compétences optionnelles

Adhèrent à ce Syndicat mixte pour ses compétences optionnelles les membres suivant :

- la Communauté de communes Médoc Atlantique pour tout ou partie des communes de Carcans, Hourtin et Lacanau.
- La Communauté de communes Médulienne pour tout ou partie des communes de Brach, Le Porge, Le Temple, Salaunes, Saumos et Sainte-Hélène.
- La Communauté de communes Médoc Cœur de Presqu'île pour tout ou partie de la commune de Saint-Laurent-Médoc.
- Les communes de Arès, Lanton et Lège Cap-Ferret

En application de l'article L. 211-7 du code de l'environnement, le SIAEBVELG est habilité à utiliser les articles L. 151-36 à L. 151-40 du code rural et de la pêche maritime pour entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages ou installations présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, dans le cadre du schéma d'aménagement et de gestion des eaux des Lacs Médocains, et visant :

- 3° L'approvisionnement en eau
- 4° La maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols
- 6° La lutte contre la pollution
- 7° La protection et la conservation des eaux superficielles et souterraines
- 9° Les aménagements hydrauliques concourant à la sécurité civile
- 10° L'exploitation, l'entretien et l'aménagement d'ouvrages hydrauliques existants

- 11° La mise en place et l'exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques ;
- 12° L'animation et la concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique.

Le SIAEBVELG exerce également les missions l'animation, les études et travaux touchant au suivi, à la surveillance, à la restauration et à la gestion de la biodiversité liée aux milieux aquatiques.

Article 3 Périmètre

Le syndicat intervient dans les limites du périmètre de ses membres et pour les parties de leur territoire comprises dans les bassins versants des Lacs de Hourtin-Carcans et de Lacanau ainsi que celui de leur exutoire, le Canal du Porge et de Lège. La limite aval du bassin versant se situe au niveau de la route départementale 106 sur la commune de Lège Cap Ferret.

Le cas échéant, le syndicat peut intervenir sur la partie de son bassin versant non couverte par le syndicat, en appui à la collectivité compétente via une convention, de manière à apporter une compétence technique et à assurer une cohérence des actions sur le bassin versant.

Article 4 Durée

Le syndicat est constitué pour une durée illimitée.

Article 5 Siège de l'établissement

Le siège est situé en mairie de Carcans.

Il pourra être transféré en tout autre lieu par délibération du comité syndical.

Les réunions du syndicat se tiennent au siège du syndicat ou dans tout autre lieu situé sur le territoire des membres dudit syndicat.

Article 6 Coopération entre le syndicat mixte et ses membres

Pour la réalisation des missions qui leur incombent respectivement, le Syndicat mixte et tout ou partie de ses membres pourront notamment conclure toutes conventions à l'effet de mettre les services du Syndicat mixte à la disposition de ses membres qui en feront la demande, pour l'exercice de leurs compétences et/ou à l'inverse, faire bénéficier le Syndicat mixte de la mise à disposition, par les membres, de leurs services, comme prévu par l'article L. 5211-4-1 et L.5211-56 du CGCT.

Chapitre 2 : Administration et fonctionnement du syndicat

Article 7 : Comité syndical

Composition et vote

Le Syndicat Mixte est administré par un comité syndical, placé sous la présidence de son Président.

Chaque commune est représentée dans le comité par 2 délégués qui seuls ont le droit de vote. Ces délégués peuvent être assistés d'un délégué suppléant qui n'a pas le droit de voter.

Les membres du Comité Syndical et leurs suppléants sont élus par les Conseils des collectivités concernées.

Pour les communes de Arès, Lanton et Lège Cap-Ferret, les délégués sont répartis comme suit : 3 délégués titulaires et 3 délégués suppléants nommés pour chacune des communes et 3 délégués titulaires nommés par la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord.

En application de l'article L.5212-16 du Code Général des Collectivités Territoriales, tous les délégués prennent part au vote pour les affaires présentant un intérêt commun à tous ses membres et notamment pour l'élection du président et des membres du bureau, le vote du budget, l'approbation du compte administratif et les décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée du Syndicat.

Dans le cas contraire, ne prennent part au vote que les délégués représentant les membres concernés par l'affaire mise en délibération.

Quorum

Le comité syndical n'est réuni valablement pour prendre des décisions que si le quorum correspondant à la moitié simple des délégués syndicaux est atteint. Les décisions sont adoptées à la majorité simple des voix exprimées.

Le quorum s'apprécie au vu de la présence physique des représentants au comité syndical.

Pouvoir

La suppléance est prioritaire par rapport à tout pouvoir qui serait octroyé par un délégué titulaire absent.

Un délégué titulaire empêché d'assister à une séance et ne pouvant être représenté par son suppléant peut donner pouvoir, par écrit et signé, à un autre délégué titulaire de son choix. Ainsi, le pouvoir n'est valable que si le délégué titulaire et le délégué suppléant sont tous deux absents ou empêchés.

Un même délégué ne peut détenir qu'un seul pouvoir.

Article 8 : Bureau syndical

Le comité syndical désigne parmi ses membres, et après chaque renouvellement, un Bureau composé d'un Président, de Vice-Présidents, et éventuellement d'un ou plusieurs autres membres.

Le nombre de membres sera défini par délibération du comité syndical. Le mandat des membres du bureau prend fin en même temps que le comité syndical.

Chaque membre du Bureau est détenteur d'une seule voix.

Les règles de quorum sont identiques à celles du comité syndical.

Article 9 : Commissions

Le comité syndical peut, à tout moment, créer des commissions permanentes ou temporaires. Leur nombre, leur composition, leur objet et leur fonctionnement sont fixés par délibération du comité syndical.

Article 10 Attributions du Comité syndical

Le comité syndical se réunit sur convocation de son Président. Les séances sont publiques. Afin de préciser ses modalités de fonctionnement, le Syndicat mixte se dote d'un règlement intérieur.

Il assure notamment :

- le vote du budget et des participations des adhérents,
- l'approbation du compte administratif,
- les décisions concernant l'adhésion et le retrait des membres,
- l'approbation du règlement intérieur et des modifications statutaires.

Il décide également des délégations qu'il confie au Bureau, dans le cadre de l'article L.5211-10 du CGCT.

Article 11 Attributions du Bureau

Le Bureau assure la gestion et l'administration du Syndicat en fonction des délégations qu'il a reçu du comité syndical.

En dehors de ces délégations, le Bureau est un lieu de préparation des décisions du comité syndical.

Article 12 Attributions du Président

Le Président est l'organe exécutif du syndicat et à ce titre :

- convoque aux séances du comité syndical et du bureau,
- dirige les débats et contrôle les votes,
- prépare le budget,
- prépare et exécute les délibérations du comité syndical,
- est chargé, sous le contrôle du comité syndical, de la gestion des biens du syndicat,
- ordonnance les dépenses et prescrit l'exécution des recettes du syndicat,
- accepte les dons et legs,
- est seul chargé de l'administration mais il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux membres du Bureau, peut, par délégation du comité syndical, être chargé du règlement de certaines affaires à l'exception des attributions fixées à l'article L.5211-10 du code Général des collectivités Territoriales. Il rend compte à la plus proche réunion du comité syndical des décisions intervenues dans le cadre de ses délégations.
- représente le syndicat en justice.

Article 13 Attribution du ou des Vice-Président(s)

Les Vice-présidents remplacent, dans l'ordre de nomination, le Président en cas d'absence ou d'empêchement.

Chapitre 3 : Dispositions financières et comptables

Article 14 Budget du Syndicat mixte

Le Syndicat pourvoit sur son budget aux dépenses de fonctionnement et d'investissement nécessaires à l'exercice des compétences correspondant à son objet.

Les recettes du budget du Syndicat comprennent celles prévues à l'article L. 5212-19 du CGCT, notamment :

- Les contributions des membres adhérents au Syndicat,
- Les subventions obtenues,
- Le produit des taxes, redevances et tarifs correspondant aux services assurés par le Syndicat,
- Le produit des emprunts,
- Le produit des dons et legs,
- Les revenus des biens meubles ou immeubles du syndicat,
- D'une façon générale, de toutes ressources prévues par le code général des collectivités.

Article 15 : Clé de répartition

La contribution des membres du Syndicat aux charges syndicales est déterminée en application de la clé de répartition décrite ci-dessous et qui prend en compte les cinq critères suivants :

- la longueur des rivières et crastes dont la maîtrise d'ouvrage est confiée au Syndicat
- la surface de la commune dans le bassin versant,
- la population fictive de la commune comprise dans le bassin versant,
- les communes concernées directement par la gestion du canal, chacune comptant pour une valeur 1,
- la surface de la commune incluse dans les sites Natura 2000 et les zones humides suivis par le Syndicat.

Chacun des critères compte pour 1/5.

Cette clé de répartition s'appliquera pour les études et travaux compte tenu des compétences du Syndicat ; toutefois, pour les dossiers spécifiques, les dépenses seront prises en charge par la ou les collectivités directement concernées selon une clé de répartition adaptée au cas par cas.

Article 16 : Comptable

La comptabilité du syndicat est assurée par le Service de Gestion Comptable, SGE de Pauillac/Soulac.

Chapitre 4 : Dispositions diverses

Article 17 Adhésion et retrait d'un membre

Toute adhésion nouvelle ou tout retrait devront faire l'objet des procédures prévues à cet effet par le CGCT.

Article 18 Dispositions finales

Pour tout ce qui n'est pas explicitement prévu dans les présents statuts, il sera fait application des dispositions prévues par le CGCT.